

direction  
départementale  
de l'Équipement  
Haute-Corse

**ARRETE PREFECTORAL N° 2004/0146**  
**En date 9 février 2004**



- Portant déclaration d'utilité publique et autorisant la réalisation d'une station d'épuration de 30 000 E.H. et de son émissaire de rejet en mer, par la Communauté de Communes du Bassin de Vie d'Ile Rousse (Ile Rousse, Corbara, Monticello et Santa Reparata di Balagna)
- Déclarant la cessibilité immédiate des terrains compris dans le périmètre d'emprise de la station d'épuration

**LE PREFET DE HAUTE-CORSE,**

- VU la Directive européenne n°91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des Eaux Résiduaires Urbaines ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Code de l'expropriation, et notamment ses articles R.11.14.1 et R.11.14.15 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la santé publique, notamment l'article L 35-8 ;
- VU la loi n° 63-1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime ;
- VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 25 avril 1985 modifié, pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU les décrets n° 93-742 (modifié) et 93-743 (modifié) du 29 mars 1993 relatifs respectivement aux procédures et à la nomenclature des opérations relevant de l'application de l'article L. 214-2 du Code de l'Environnement ;



- VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- VU le décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques applicables aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- VU l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues en application du décret n° 97-1133 susvisé ;
- VU le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 20 décembre 1996 ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux des communes de Monticello, Corbara, Santa Reparata di Balagna et Ile Rousse approuvant le projet de la Communauté de Communes du Bassin de Vie d'Ile Rousse ;
- ~~VU les résultats de l'enquête publique au titre de la DUP, de la loi sur l'eau et de l'enquête parcellaire, réalisée du 18 novembre 2003 au 19 décembre 2003, conformément à l'arrêté préfectoral n° 03.50.129 en date du 8 octobre 2003 ;~~
- VU le dossier technique soumis à l'enquête publique ;
- VU le rapport et les conclusions favorables émises par le commissaire enquêteur en date du 20 décembre 2003 ;
- VU l'avis des services de l'Etat préalablement consultés ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 27 janvier 2004 ;
- Le pétitionnaire ayant dûment été consulté ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Corse ;

**ARRETE**



### Article 1 : Autorisation

Sont autorisés, aux conditions du présent arrêté, les travaux d'assainissement à entreprendre par la Communauté de Communes du Bassin de Vie d'Ile Rousse, pour la construction d'une station d'épuration et de son émissaire en mer de rejet des effluents traités.

Au titre de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 susvisé, ce projet relève des rubriques suivantes :

- 5.1.0. 1° : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur ou égal à 120 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) ;
- 3.3.1. 2° : relative aux ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique ayant une incidence directe sur ce milieu, d'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros ou ayant pour effet de modifier de plus de 5% et moins de 10% la surface des plans d'eau abrités des ports.

### Article 2 : Déclaration d'utilité publique des travaux

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la Communauté de Communes du Bassin de Vie d'Ile Rousse, pour la construction d'une station d'épuration, de son réseau d'assainissement et de son émissaire en mer de rejet des effluents traités.

### Article 3 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est donnée pour une durée de 15 années. Elle sera périmée au bout de trois ans, à partir de la date de notification du présent arrêté, si les travaux n'ont pas été entamés avant expiration de ce délai.

### Article 4 : Caractère de l'autorisation

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'installation doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du Préfet de Haute Corse, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.



## Article 5 : Conditions générales

Les installations de collecte, de traitement et de rejet seront implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les documents figurant au dossier de demande en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté et aux diverses réglementations en vigueur.

La station elle-même fera l'objet d'une étude architecturale afin de l'intégrer dans le site.

## Article 6 : Conditions techniques relatives au dispositif d'épuration

### 1 - situation et nature des travaux

La station d'épuration sera implantée sur la commune d'Ile Rousse, face à la gare sur les parcelles cadastrées n°170 et n°1339 section B feuille 2, d'une superficie totale de 5 200 m<sup>2</sup>.

Un plan parcellaire est joint en annexe au présent arrêté.

Les travaux comprendront aussi :

- le raccordement au réseau des communes d'Ile Rousse, Corbara, Monticello et Santa Reparata di Balagna,
- la construction d'un émissaire en mer pour le rejet des eaux épurées.

### 2 - réseaux de collecte et de transferts

Le projet du réseau d'assainissement comprend :

- la réalisation d'un réseau d'ossature chargé de collecter les effluents dans les zones encore non raccordées,
- la réalisation d'un réseau de transfert visant à transférer vers la station d'épuration d'Ile Rousse, les effluents des communes de Corbara, d'Ile Rousse, de Monticello et de Santa Reparata di Balagna,
- la réhabilitation des sections des réseaux les plus affectées,
- un ensemble de 10 postes de refoulement (1 PR général sur la commune d'Ile Rousse et 9 PR secondaires sur la commune de Corbara).

### 3 - dimensionnement de la station et filières de traitement

- Les **prétraitements et le traitement primaire physico-chimique** seront dimensionnés pour une capacité de **30 000 EH** avec un débit de pointe de 450 m<sup>3</sup>/h.

- Le **traitement secondaire biologique** sera dimensionné pour une capacité de **25 000 EH** avec un débit de pointe de 380 m<sup>3</sup>/h.

La conception du bâtiment prévoit l'extension de ce traitement prévue à 30 000 EH.



Ces effluents seront traités selon la filière suivante :

- **prétraitements** (dégrillage, dessablage, déshuilage, tamisage) assurant l'élimination des déchets grossiers, des sables et des graisses.
- **filière physico-chimique** (coagulation, floculation, décantation lamellaire).
- **filière biologique** (traitement par bio filtration)
- **filière de traitement des boues** (épaississeur, stabilisation, déshydratation).

Les installations seront comprises dans un bâtiment fermé qui sera mis en dépression et l'air sera extrait en toiture.

La désodorisation du bâtiment se fera au moyen de trois tours de lavages conçues à cet effet ; la station disposera d'un groupe électrogène lui assurant une autonomie totale de fonctionnement.

#### **Article 7 : Conditions techniques relatives au dispositif de rejet**

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur.

Il sera effectué par un émissaire aux caractéristiques suivantes :

- une partie terrestre en PVC de 772 m de long et de 400 mm de diamètre,
- une partie maritime en fonte ductile de 790 m de long et de 350 mm de diamètre,
- un diffuseur en PVC de 120 m de long, de 400 mm de diamètre comprenant 5 sorties réparties tous les 30 m sur des fonds allant de -36 à -37 mètres.

Le débit maximal de cet émissaire devra correspondre à celui du débit de pointe du réseau.

#### **Article 8 : Conditions techniques imposées au rejet des effluents traités**

Les dispositions retenues pour le traitement des eaux devront satisfaire aux conditions du présent article.

Toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci, tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle demande du pétitionnaire.



1 - Flux entrant

Paramètres	Flux de pollution qui ne peut être dépassé pendant aucune période de 24 h consécutives (en kg)
DBO <sub>5</sub>	1800 kg/j
DCO	3600 kg/j
MES	1800 kg/j

2 - Débit

Débit de pointe	Volume moyen qui ne peut pas être dépassé pendant aucune période de 24 h consécutives
450 m <sup>3</sup> /h	5250 m <sup>3</sup> /j

Un dispositif permanent de mesure des débits d'un modèle agréé par le service en charge de la police de l'eau sera implanté sur la canalisation de rejet des effluents traités.

3 - Concentration de l'effluent traité

Paramètres	Moyenne mesurée sur 24 h	Rendement minimum sur 24 h
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	80 %
DCO	125 mg/l	75 %
MES totales	35 mg/l	90 %

4 - Température

La température du rejet traité doit être inférieure à 25 C.

5 - pH

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6 et 8,5.

6 - Couleur

L'effluent ne doit pas provoquer une coloration du milieu récepteur.

7 - Odeur

L'effluent ne doit dégager, avant et après cinq jours d'incubation à 20° C, aucune odeur putride ou ammoniacale.

8 - Substances toxiques

L'effluent ne doit pas contenir de substance capable d'entraîner la destruction de la faune et de la flore subaquatique ou d'en gêner la reproduction après mélange avec les eaux réceptrices.



**Article 9 :** Dispositions techniques imposées au traitement et à la destination des déchets et boues résiduaires

Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduaires.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Les boues seront déshydratées à une siccité supérieure à 30 % dans un local fermé, insonorisé et désodorisé et ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé.

Les destinations seront spécifiées au service en charge de la police de l'eau, avant la mise en service, et en cas de changement de destination.

**Article 10 :** Entretien des ouvrages

Le pétitionnaire doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages de collecte et de rejet (émissaire), qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Pour tous travaux nécessitant l'arrêt de la station, le pétitionnaire prendra avis au moins trois mois à l'avance auprès du service en charge de la police de l'eau à la Direction Départementale de l'Équipement.

**Article 11 :** Contrôle des installations, des effluents et des eaux réceptrices

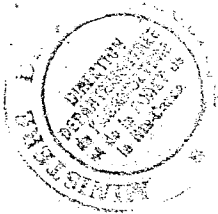
Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de police de l'eau existants ou à venir.

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau et de la santé publique doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

**1 - Emplacement des points de contrôle de fonctionnement**

Le pétitionnaire devra prévoir les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes.

Des points de mesure et de prélèvement devront être aménagés en tête de station et en sortie.



Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime de l'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. L'accès aux points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure. Le pétitionnaire doit permettre, en permanence, aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et prélèvements, d'accéder aux dispositifs de mesure et de prélèvement.

## 2 - Programme d'autosurveillance

Le pétitionnaire doit assurer à ses frais l'autosurveillance du rejet et de l'impact de celui-ci dans le milieu récepteur conformément au programme ci-après.

### a) Autosurveillance du fonctionnement de la station

La surveillance du fonctionnement de la station sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

Un registre comportant les débits horaires arrivant sur la station, la consommation de réactifs et d'énergie et la production de boues sera tenu à jour et mis à disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'Agence de l'Eau. Un rapport de synthèse de ces mesures sera adressé à la fin de chaque année à ces services.

L'exploitant rédigera un manuel, régulièrement mis à jour, décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance et la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Un rapport justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place, traitant notamment des opérations de prélèvement et d'analyse, sera adressé à la fin de chaque année au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau.

La station devra disposer de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits en entrée et en sorties et de préleveurs automatiques réfrigérés asservis s'il y a lieu au débit. L'exploitant doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.





La fréquence des mesures des divers paramètres, fixée par l'arrêté du 22 décembre 1994, est donnée dans le tableau suivant :

Mesures en entrée et en sortie de station	
Paramètre	Fréquence
Débit (entrée de station)	Mesures quotidiennes
MES, DBO5, DCO	16 en saison (un par semaine, de juin à septembre) et 8 hors saison (d'octobre à mai)
NTK, PT	4 en saison (un par mois, de juin à septembre) et 2 hors saison (décembre et mars)

b) autosurveillance de l'impact sur le milieu naturel

Des prélèvements d'échantillons instantanés d'eau seront effectués dans le milieu récepteur aux sorties du panache du rejet, en des points définis en concertation avec le service en charge de la police de l'eau.

c) contrôle par l'administration

Le pétitionnaire sera tenu d'adresser les résultats de l'autosurveillance dans le délai d'un mois à compter de leur obtention au service en charge de la police de l'eau.

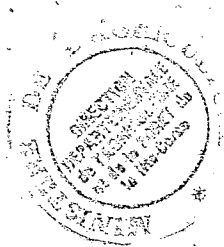
En cas de dépassement des seuils autorisés, la transmission est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tout incident doit être impérativement signalé aux services de police de l'eau dans les plus brefs délais.

L'administration se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés, dont la charge financière du transport et des analyses des prélèvements effectués sera supportée par le pétitionnaire.

### **Article 12 : Obligations du pétitionnaire**

Le pétitionnaire est tenu de s'assurer que les ouvrages construits par l'entrepreneur retenu ont le rendement imposé par les niveaux de rejet prescrits à l'article 8 du présent arrêté.



### Article 13 : Acquisition des terrains

La Communauté de Communes du Bassin de Vie d'Ile Rousse est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

L'expropriation éventuelle des terrains nécessaires à la réalisation du projet devra être accomplie dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté.

### Article 14 : Cessibilité immédiate des terrains

Sont déclarés cessibles, conformément aux plans et état parcellaire, les parcelles comprises dans le périmètre d'emprise de la station de traitement des eaux usées dont l'exploitation est autorisée.

### Article 15 : Clauses de précarité

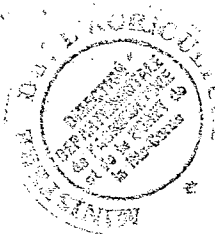
Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (I) et L. 214-4 du Code de l'Environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

### Article 16 : Publicité

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies des communes concernées pendant une durée minimum d'un mois et une copie de l'arrêté complet pourra y être consultée par les tiers.

Un avis sera inséré par le Préfet, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Le procès-verbal d'accomplissement de cette mesure, dressé par les Maires des communes concernées, sera adressé à la Préfecture de Haute Corse, afin d'être inséré au dossier d'autorisation.



Article 17 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 18 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute Corse, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Haute Corse, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Haute Corse et Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Vie d'Ile Rousse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation leur sera adressée et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

P/Le Préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

Eric SPITZ

Pour copie conforme à l'original,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de bureau,

  
Nicole MILLELIRI

Délai et voie de recours : Art. L 514-6 du Code de l'environnement. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif, le délai de recours est de deux mois pour le permissionnaire et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

*N.B : l'autorisation obtenue par le pétitionnaire ne dispense pas de l'obligation d'obtenir les autorisations relatives à d'autres réglementations.*

COMMUNE DE L'ILE ROUSSE

Quartier FORNOLE

SIVU D'ASSAINISSEMENT

PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/500

COPIE CERTIFIEE CONFORME

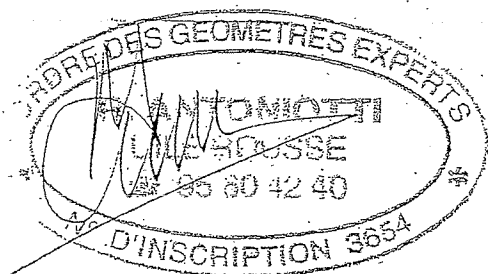
A L'ORIGINAL PRESENTE

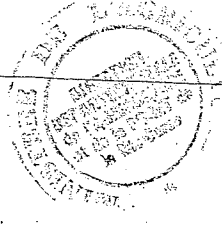
A BASTIA, le 24/03/03.....

VISA DDAF



Handwritten signature and initials 'Y' and 'C' over the stamp.





B 1336

X=500

X=450

Y=9

①  
B. 170

Borne O.G.F.

Lançon

Jean

Boulevard

②

B 1339 p

Grillagée

Cloture

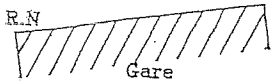
Y=950

Servitude de passage de 8 m

B 1671

Chemin de fer de la corse

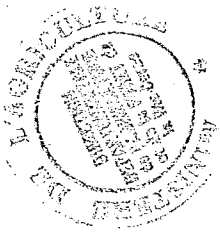
Y=1,000



-X=500

X=450

Surface totale à acquérir 5 200 m²



COMMUNE DE L'ILE-ROUSSE  
SIVU D'ASSAINISSEMENT

ETAT PARCELLAIRE

Nom et prénoms du propriétaire inscrit à la matrice cadastrale	N° du Parc	Section	N° de Parc	Cadastré Lieu dit	Surface ha   a   ca	A. Acquis ha   a   ca	En excédent ha   a   ca
Mme GREGORI Jeanne Hermine 3, av Maréchal FOCH 06000 NICE	1	B	170	FORNOLE	3   96   80	51   80   20	3   45   00
Mme GREGORI Jeanne Hermine 3, av Maréchal FOCH 06000 NICE	2	B	1339	FORNOLE			